

Le gaz « neutre en carbone », la nouvelle combine de Total

Depuis fin 2020, TotalEnergies communique sur la livraison par cargo de gaz fossile entièrement neutre en carbone. Une vaste opération de « greenwashing » : le gaz provient d'un discret site d'extraction hyperpolluant et les mesures de compensation carbone mises en œuvre par la firme s'avèrent illusoires.

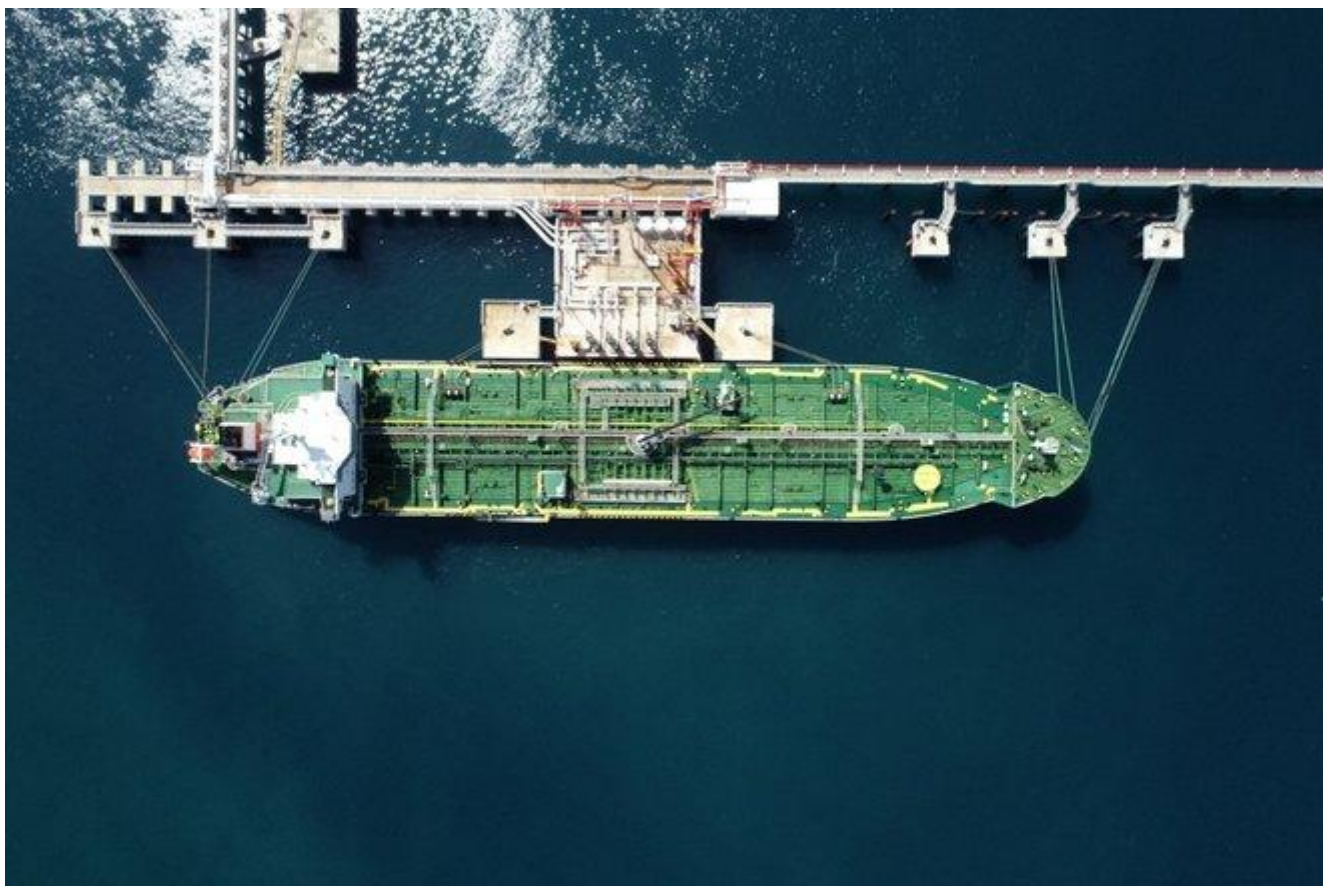
[Mickaël Correia](#) 11 janvier 2022 à 16h29

« Nous sommes fiers d'avoir réalisé cette première cargaison, se [réjouissait](#), en octobre 2020, Laurent Vivier, directeur gaz de TotalEnergies. [Cela] marque une nouvelle étape dans notre volonté d'accompagner nos clients vers la neutralité carbone. »

Le groupe français venait, pour sa toute première fois, de fournir du gaz naturel liquéfié (GNL) « neutre en carbone » au géant pétrolier chinois CNOOC.

TotalEnergies l'assure : de son extraction à son expédition, l'empreinte carbone de cette cargaison de GNL a été compensée en finançant, via l'achat de crédits carbone, deux projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il s'agit d'un parc éolien dans la province chinoise de Hebei et d'un programme de protection des forêts, au nord du Zimbabwe.

Un cargo a effectué la livraison depuis la plateforme de production de GNL d'Ichthys, située en Australie, jusqu'en Chine. Trois autres cargos chargés de gaz fossile estampillé « neutre en carbone » sont depuis partis d'Ichthys direction l'Asie. Ils ont été opérés par le pétrolier japonais Inpex et ont en partie bénéficié des crédits carbone achetés par TotalEnergies. Le dernier date de septembre 2021.



Un navire de stockage et de gazéification du GNL à Hatay, Turquie. 29 juin 2021. © Ozan Efeoglu / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP

TotalEnergies croit beaucoup dans le GNL et la compensation carbone pour apparaître comme un industriel soucieux de la question climatique.

TotalEnergies [considère](#) en effet que le gaz étant « *la moins émettrice des énergies fossiles* », le GNL permet de « *répondre à la croissance de la demande mondiale en énergie, tout en contribuant à contenir le réchauffement climatique* ».

Qu'importe que les scientifiques martèlent que pour limiter le dérèglement climatique, il faudrait laisser dans nos sous-sols plus de la moitié des réserves mondiales de gaz et diminuer sa production de 3 % par an. Aujourd'hui, la firme tricolore est le numéro deux mondial du GNL, après Shell.

Quant à la compensation carbone, TotalEnergies [a débuté](#) en novembre dernier la plantation de 40 millions d'arbres en République du Congo, sur les plateaux Batéké. Ce « puits de carbone » est censé absorber dans le futur une micro-partie des émissions de CO₂ de la compagnie. Depuis 2020, une nouvelle unité commerciale interne à TotalEnergies bénéficie d'un budget annuel de 100 millions de dollars pour investir dans les solutions de puits de carbone.

Une installation particulièrement climaticide

Le site industriel d'Ichthys, à partir duquel a été extrait, produit et expédié le GNL « neutre en carbone » depuis 2020, est principalement détenu par la major française (26 %) et le pétrolier japonais [Inpex](#) (66 %).

D'un coût total de 45 milliards de dollars, la méga-infrastructure comprend des installations offshore fixes et flottantes à 200 km des côtes de l'Australie et un gazoduc sous-marin relié à une énorme usine de liquéfaction du gaz basée à Darwin, la capitale du nord du pays.

Ichthys figure parmi les lieux de production de GNL offshore les plus intensifs en carbone au monde. Son niveau de rejets important de gaz à effet de serre est dû aux grandes quantités de CO₂ contenues dans les gisements de gaz et qui doivent être évacuées, ou à la distance entre les installations maritimes et terrestres qui demande de gros volumes d'énergie pour transporter le gaz à travers 900 km de pipelines sous la mer.

Présentation vidéo du site de production de GNL Ichthys. © Youtube / Inpex

Mais c'est une pratique industrielle particulièrement climaticide qui a, depuis le démarrage d'Ichthys en 2018, fait déraiser l'empreinte carbone du site : le torchage.

Ce procédé consiste à brûler le gaz rejeté dans le cadre des opérations de routine de production – pour le forage des gisements par exemple. La combustion du gaz s'effectue en haut d'une torche, produisant une flamme caractéristique et d'importants rejets de gaz à effet de serre.

Le torchage du gaz libère en effet beaucoup de méthane (CH₄), un puissant gaz à effet de serre qui a un potentiel de réchauffement 84 fois plus important que le CO₂ sur une période de vingt ans. Selon la [Banque mondiale](#), « *Le brûlage à la torche contribue au changement climatique en libérant des millions de tonnes d'équivalent CO₂ dans l'atmosphère, avec des effets néfastes sur l'environnement dus aux émissions de méthane.* » D'après les spécialistes, la pratique du torchage est largement sous-estimée : son niveau d'émission mondial serait similaire à celui de l'aéronautique ou du transport maritime international.

Pollution en toute discrétion

Fin novembre dernier, plusieurs rapports d'inspection sur Ichthys réalisés par l'organisme australien de réglementation des opérations gazières offshore (Nopsema) ont été rendus publics à la suite d'une demande de communication de documents dont Mediapart a été informé.

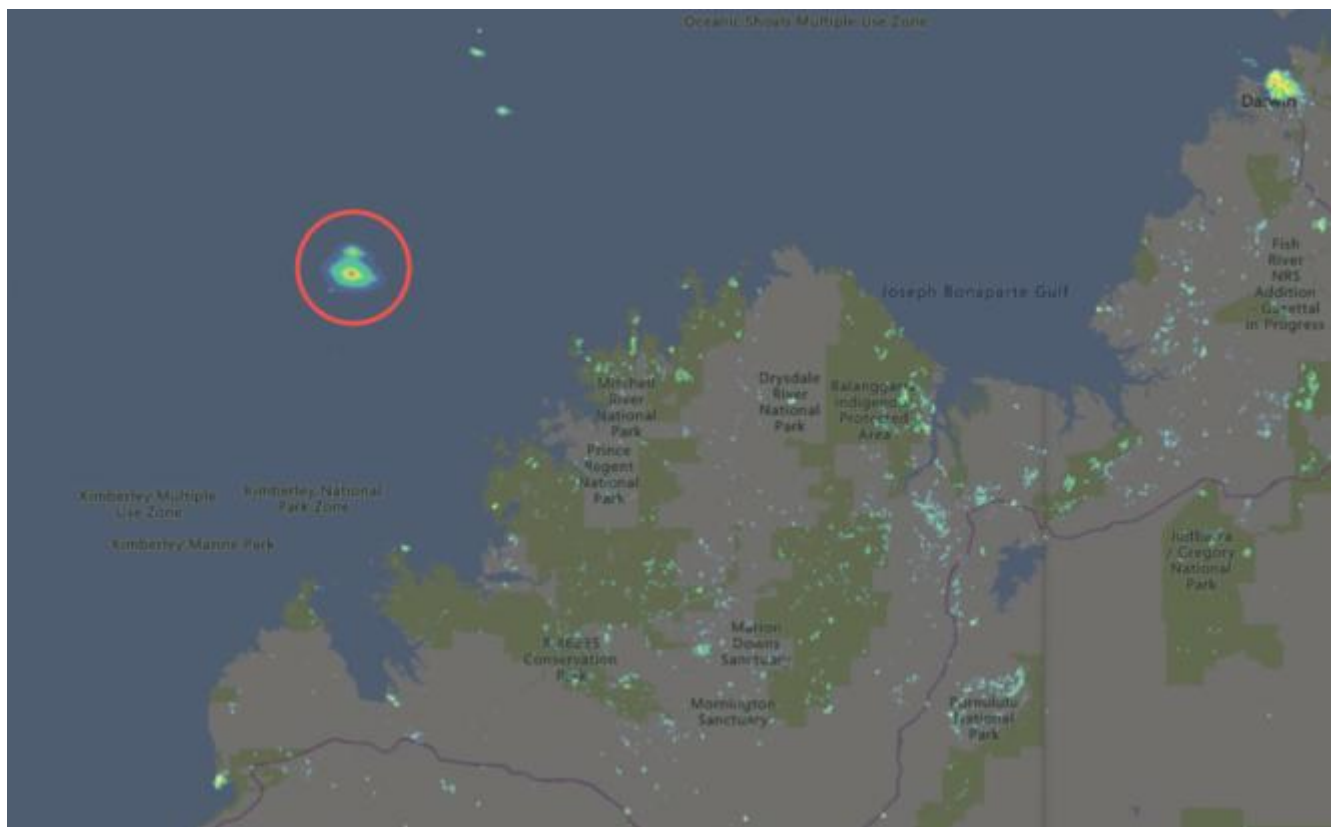
Le Nopsema [indique](#) que des retards dans « *la mise en service de technologies clés de réduction des émissions de gaz à effet de serre* » ont entraîné du brûlage de gaz à la torche non prévu dans le plan environnemental du site. Et pas des moindres. Le volume de gaz torché en [2020](#) était près du double, et en 2018-2019 quasi le quadruple, de celui annoncé originellement par TotalEnergies et Inpex aux autorités australiennes.

À lire aussi [Le plateau du Batéké, à la frontière entre la République du Congo et le Gabon, juin 2011. Planter des arbres: la fausse bonne idée de Total pour compenser ses émissions de CO₂](#) 27 avril 2021

Ce gigantesque torchage opéré loin au large, à l'abri des regards, aurait émis rien qu'en 2020, année où TotalEnergies a débuté à communiquer sur son GNL « propre », jusqu'à près de 2 millions de tonnes d'équivalent CO₂ dans l'atmosphère. Une pollution climatique similaire à celle causée par un million de voitures.

Selon [Capterio](#), société britannique experte en capture des gaz de torchage, alors que TotalEnergies annonçait en octobre 2020 son premier cargo de GNL « neutre en carbone », le site d'Ichthys était au cours du second semestre 2020 le système de production flottant qui brûlait à la torche le plus de gaz au monde.

Ce problème de torchage est tel qu'il provoque une importante pollution lumineuse. Le Nopsema a [alerté](#) en 2021 que « *le brûlage à la torche en cours a le potentiel de provoquer des réactions comportementales chez la faune marine sensible à la lumière, de provoquer des changements localisés de la qualité de l'air et l'exposition subséquente de l'avifaune marine aux polluants atmosphériques, et de contribuer au changement climatique* ».



Carte de la pollution lumineuse au nord de l'Australie. Cerclé en rouge, le site d'Ichthys.
© www.lightpollutionmap.info / VIIRS 2020 data

En mai 2021, malgré une diminution du brûlage à la torche, une technologie de réduction des émissions qui devait être en place à Ichthys dès 2019 [n'était toujours pas opérationnelle](#).

Un mois plus tard, dans [un courrier](#) en date du 1^{er} juin 2021, soit neuf mois après la première livraison de GNL neutre en carbone, le Nopsema a demandé à ce que le plan environnemental d'Ichthys soit révisé. Malgré ces alertes, de très importants épisodes de torchage ont été relevés à nouveau en août et octobre 2021.

Calculs bidon

Selon le plan environnemental d'Ichthys, l'installation devrait [officiellement](#) émettre un total d'environ 7 millions de tonnes de CO₂ par an. Un chiffre qui ne semble pas prendre en compte les émanations de méthane (CH₄) dues au torchage puisqu'il est affiché en « CO₂ » et non en « équivalent CO₂ ». Or les forts rejets causés par le brûlage de gaz à la torche augmenteraient les émissions du site en moyenne de 18 % pour l'année 2020.

Les détails sur les méthodes de mesures des émissions des cargaisons de GNL à compenser demeurent inconnus. Pour le premier cargo livré à l'automne 2020, le média Bloomberg a révélé en août dernier que TotalEnergies [a fixé](#) les émissions du volume de GNL livré à 240 000 tonnes d'équivalent CO₂. Un volume estimé qui indique que le groupe français a utilisé le système de mesure des rejets de gaz à effet de serre du GNL du ministère britannique de l'énergie dit « BEIS ».

Il n'y a actuellement aucun consensus sur la façon de calculer les émissions totales du cycle de vie d'une cargaison de GNL.

Carbon Market Watch

À la livraison du cargo de GNL « décarboné », le directeur gaz de TotalEnergies, Laurent Vivier, [s'enorgueillissait](#) que « *les émissions de carbone ont été compensées sur l'ensemble de la chaîne de valeur.* » Mais en juillet 2021, deux chercheurs de l'université Columbia de New York [ont rappelé](#) que le système de mesure BEIS employé par TotalEnergies « *est une estimation générale et ne prend pas en compte la chaîne de valeur* ».

L'ONG basée à Bruxelles Carbon Market Watch [souligne](#) pour sa part qu'« *il n'y a actuellement aucun consensus sur la façon de calculer les émissions totales du cycle de vie d'une cargaison de GNL. [...] Le GNL "neutre en carbone" est le nouveau venu en matière de fausses solutions climatiques, une pratique de greenwashing erronée à bien des égards.* »

Tout d'abord, TotalEnergies et son acolyte nippon Inpex ont achetés des crédits carbone labellisés Verified Carbon Standard, la principale norme mondiale de crédit de carbone administrée par l'organisation américaine à but non lucratif Verra. Cette dernière a été pointée du doigt en mai 2021 par *The Guardian*, qui a révélé que Verra usait de méthodologies « *peu robustes* » pour certifier les crédits carbone, conduisant à des « *crédits de carbone fantômes* » et à des projets de compensation aux réductions d'émissions « *systématiquement surestimées* ».

Par ailleurs, pour acquérir ses crédits carbone auprès d'un programme de protection des forêts au Zimbabwe, TotalEnergies a traité avec une entreprise dénommée South Pole. Renat Heuberger, son cofondateur, [a avoué](#) en août dernier que la sauvegarde des forêts pour compenser les émissions dues au GNL était « *un non-sens évident* ». Et d'ajouter : « *Même ma fille de 9 ans comprendrait que ça ne fonctionne pas.* »

À lire aussi [Usine de liquéfaction du gaz sur le site Yamal LNG, en Sibérie. 7 décembre 2017, Russie. Méga-projet climaticide en Arctique : Total mise sur le « greenwashing »](#) 20 octobre 2021 [Dérèglement climatique : Total savait dès 1971](#) 20 octobre 2021

Baptisé [Kariba](#), le projet zimbabwéen financé par TotalEnergies pour se draper de vert consiste en la protection de 785 000 hectares de forêt qui absorberaient 3,5 millions d'équivalent CO₂ par an. C'est-à-dire que sur une année, la moitié de ce territoire arboré grand comme un département français servirait à peine à compenser les émissions produites en 2020 par le brûlage de gaz à la torche sur Ichthys.

Enfin, TotalEnergies s'est aussi procuré des crédits carbone auprès d'une installation d'éoliennes de la région chinoise de Hebei. Comme l'explique Wijnand Stoefs de Carbon Market Watch : *« Ce parc éolien a été construit il y a une décennie, ce qui signifie que les crédits n'ont en rien contribué à réduire réellement les émissions au moment de la signature de l'accord et qu'ils ne le feront pas non plus à l'avenir... »*

Interrogé par Mediapart sur sa méthodologie utilisée pour mesurer le volume de gaz à effet de serre à compenser comme sur la prise en compte ou non des énormes dépassements d'émissions à Ichthys dans ses calculs, TotalEnergies s'est contenté de répondre (voir notre boîte Prolonger) que la compagnie *« propose à ses clients des solutions sur mesure, à leur demande, visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre des produits énergétiques vendus. Ce fut ponctuellement le cas en octobre 2020 avec la livraison à CNOOC d'une cargaison de GNL dont le carbone et le méthane ont été compensés via l'achat de certificats d'émissions Verified Carbon Standard soutenant des projets de haute qualité. »*

Soutiens français publics et privés

En juin 2020, alors que ses émissions de gaz à effet de serre étaient particulièrement élevées, le site industriel d'Ichthys a été refinancé à hauteur de 7,3 milliards d'euros.

À l'heure où Paris [milite](#) au sein de l'Union européenne pour que le gaz bénéficie de financements labellisés « verts », la France a été en première ligne de cette climaticide opération financière. D'après les informations obtenues par Mediapart, l'État français, *via* sa banque publique de crédit à l'export Bpifrance, a contribué au refinancement d'Ichthys à hauteur de 156 millions d'euros.

À lire aussi [Capture d'écran de l'assemblée générale de Total du 28 mai 2021. Total: les actionnaires votent pour le chaos climatique](#) 28 mai 2021

Pourtant, l'Assemblée nationale a fin 2019 adopté un [amendement](#) dans le cadre du projet de loi finance 2020 visant à interdire tout soutien financier à l'exportation aux projets gaziers pratiquant le torchage de routine. En outre, la France et TotalEnergies sont signataires d'une [initiative](#) de la Banque mondiale visant à *« éliminer le torchage de routine d'ici 2030 »*.

Les banques privées hexagonales se sont également illustrées dans l'appui à ce projet fossile. Les groupes BNP Paribas, Crédit agricole, Société générale et CIC y ont, au total, injecté plus de 1,15 milliard d'euros en 2020.

Lors de la dernière assemblée générale de TotalEnergies en mai 2021, Patrick Pouyané, le PDG du groupe, [a déclaré](#) vouloir faire du GNL un des « piliers » de la croissance de la multinationale. Et accroître la production de gaz de près d'un tiers d'ici à 2030.

[Mickaël Correia](#)
